

Le Chili et la Bolivie ont misé sur le lithium en répondant à la forte demande pour les véhicules électriques. Mais sans industrialisation, les bénéfices sont bas et les dommages colossaux

Le lithium, une bonne affaire?

ELENA RUSCA

Amérique du Sud ▶ Plus de la moitié des ressources mondiales de lithium se concentrent aujourd'hui dans les plaines salines de Bolivie, du Chili et de l'Argentine, dans le dénommé «Triangle du lithium». Élément clé de la transition énergétique, largement utilisé dans les nouvelles technologies et les batteries des voitures électriques, le lithium est le nouvel objet de convoitise des entreprises du monde entier. L'an dernier, les ventes de lithium ont augmenté de 777%, selon les données de l'Institut d'études géologiques des Etats-Unis (USGS). Au milieu de ce business, ces trois pays andins essaient d'y trouver leur compte.

Au sein du Triangle du lithium, c'est le Chili qui possède les plus grandes réserves au monde de ce précieux minéral, lesquelles, pour l'instant, ne sont pas encore pleinement exploitées. Deux concessions sont actuellement en cours au profit de l'entreprise SQM (Sociedad Química y Minera de Chile), qui peut prospecter jusqu'en 2030 sur 81 000 hectares, et d'Albermarle, société américaine (USA), qui pourra exploiter 16 000 hectares jusqu'en 2043. Et le président chilien, Gabriel Boric, s'est engagé à respecter fidèlement les contrats en cours avec les deux entreprises.

Convoitises et destructions

Le 20 avril, le chef d'Etat a présenté sa nouvelle Stratégie nationale du lithium, en facilitant la possibilité d'octroyer des concessions aux privés. La stratégie dévoilée prévoit de créer une société nationale du lithium qui sera chargée, à terme, de l'exploitation du minéral. L'objectif sera d'associer cette future société à des entreprises privées sous forme de joint-ventures. «Au Chili, aujourd'hui, le lithium n'est extrait que dans le Salar d'Atacama, mais même



Le lithium extrait du Salar d'Atacama, au Chili, représente à lui seul plus de 30% du marché mondial. KEYSTONE

ainsi, la production de notre pays représente plus de 30% du marché mondial. Notre potentiel est énorme. Cette politique sera donc aussi une croisade pour les explorer et, c'est très important, pour délimiter des zones protégées», a précisé un communiqué du président.

Ces nouvelles opportunités attisent les convoitises, comme le montre la déclaration de

«Le lithium seul est très demandé mais, pour nous, son commerce n'a aucun intérêt»

José Pimentel

Wealth Minerals, société fondée dans le Salar d'Atacama et dédiée à l'extraction du lithium: «Après l'annonce du président, la possibilité s'est ouverte pour nous d'entrer dans le marché en tant qu'actionnaire minoritaire en partenariat avec l'Etat. Tous les Chiliens en bénéficient, étant donné que l'Etat reconnaît qu'il n'a pas l'expertise technique pour développer rapidement

des projets basés sur ce métal complexe.»

En réalité, tous les Chiliens ne profitent pas de ce business. Son développement a bouleversé l'écosystème fragile du Salar d'Atacama et les villages alentour, comme Toconao ou Licanantay, ont gentiment disparu face à l'arrivée des entreprises privées vouées à l'extraction. Sans eau, leurs

terres contaminées, les habitants de ces lieux ne trouvent souvent pas d'autres solutions que de partir, en laissant derrière leurs terres ancestrales et leurs cultures.

Et les bénéfices pour l'Etat ne sont pas forcément à la hauteur des attentes. Ne disposant que des matières premières, il reste dépendant des entreprises privées qui s'installent dans le pays pour extraire et raffiner ses ressources et se taillent la part du lion de la valeur créée.

Se doter de la technologie

Cette réalité n'est pas uniquement propre au Chili. José Pimentel, ancien ministre bolivien des Mines et de la métallurgie à l'époque du président Evo Morales, explique bien ce problème, à partir de l'expérience de la Bolivie: «Le lithium seul, en tant que matière première, est très demandé mais, pour nous, son commerce n'a aucun intérêt: un projet d'exportation de matières premières serait un petit profit sans valeur ajoutée, tandis que l'industrialisation et la production de batteries représenteraient une source d'emplois dans les usines, et la valeur du produit serait beaucoup plus élevée. Si nous ne le faisons pas, nous en sommes réduits à vendre du lithium et à acheter des batteries.»

C'est avec Evo Morales, en 2008, qu'un plan national d'industrialisation des ressources a été mis en place. Ce plan avait comme objectif de créer des relations avec des entreprises étrangères afin de se doter de la technologie nécessaire pour produire des batteries à partir du lithium et rendre la Bolivie indépendante au fil du temps. Mais, «depuis le coup d'Etat de 2019 qui a eu lieu dans notre pays (la droite conservatrice a brièvement pris le pouvoir avant d'être défaite dans les urnes en octobre 2020, ndlr), le projet d'extraction du lithium avance très lentement», poursuit José Pimentel. La Bolivie, comme le Chili, manque de ressources financières pour investir. I

Palmarès des communes solidaires

Coopération ▶ Zurich, Lausanne et Illnau-Effretikon (ZH) se distinguent comme les communes les plus solidaires de Suisse en matière d'achats durables et de coopération au développement, selon un classement publié jeudi par l'ONG Solidar Suisse. Meyrin, Montreux et Carouge figurent également dans le top 10.

Pas moins de 97 communes ont participé à ce cinquième classement depuis 2011, évaluant leur responsabilité globale au regard de leur pouvoir d'achat. «Avec un montant de 16 milliards de francs, les communes suisses exercent une influence directe sur les chaînes de production mondiales et les conditions des travailleurs et des travailleuses», a relevé l'ONG dans un communiqué.

L'évaluation se fonde sur un questionnaire rempli par les communes, portant notamment sur l'existence ou non de directives comprenant des critères sociaux et écologiques, l'organisation des achats durables, la transparence ainsi que les contributions aux projets de coopération au développement.

Avec 63 points sur 70, Zurich remporte la première place. La capitale économique est suivie par Lausanne (61 points), Illnau-Effretikon (57), Berne (56) et Bâle (55).

Bien que la problématique de la responsabilité sociale soit de plus en plus prise en compte lors d'achats publics, «un potentiel d'amélioration est bien présent», note Solidar Suisse. En effet, seules 20 communes sur 97 obtiennent plus de la moitié des points, tandis

que 11 communes n'obtiennent aucun point. «Ayant souvent peu de ressources, la plupart des petites communes de moins de 10 000 habitants sont les lanternes rouges du classement», observe l'ONG.

Une cérémonie a eu lieu jeudi soir à Lausanne pour récompenser les 10 communes les plus solidaires de chaque région linguistique. Côté romand, il s'agissait, dans l'ordre, de Lausanne, Meyrin, Montreux, Carouge, Fribourg, Moutier, Renens, Plan-les-Ouates, Nyon et Genève.

La démarche de «rating» de Solidar a pour but de sensibiliser les pouvoirs publics à leurs responsabilités en matière de respect des droits des travailleurs et des travailleuses et de leur impact écologique. **ATS/CO**

Mesures contre l'inflation

Argentine ▶ A quelques semaines des élections présidentielles, le ministre argentin de l'Economie, Sergio Massa, a annoncé dimanche le lancement de mesures pour soutenir la consommation, diminuer les effets de la dévaluation du peso face au dollar et contrôler une inflation. Cette dernière atteint 115% sur un an.

«L'objectif central est que chacun des secteurs de l'économie reçoive d'une manière ou d'une autre l'aide de l'Etat», a déclaré sur Instagram M. Massa, candidat du pouvoir à l'élection présidentielle prévue le 22 octobre.

Les mesures de son «programme de renforcement de l'activité économique et du salaire» comprennent entre autres des coups de pouce fiscaux, des prêts subventionnés aux travailleuses et l'octroi de bons aux retraitées et aux bénéficiaires de l'aide alimentaire.

«L'Argentine a un prêt contracté avec le Fonds [monétaire international, FMI] depuis 2018 qui a forcé ces derniers jours une dévaluation de notre monnaie et, en plus, une

sécheresse, la pire de notre histoire, qui a fait du mal à nos réserves et à nos comptes, mais également affecté la situation financière de nombreuses familles», a rappelé le ministre. L'Argentine est liée à l'institution de Washington par un prêt de 44 milliards de dollars contracté en 2018 qui lui impose une certaine discipline budgétaire contre le refinancement de sa dette.

M. Massa a par ailleurs annoncé la création d'un fonds pour préfinancer des exportations, d'une valeur de 770 millions de dollars, avec des contributions de la Banque nationale et de la Banque d'investissement et du commerce extérieur (BICE).

En juillet, les prix ont augmenté de 6,3% sur un mois, selon des analystes, alors que l'inflation sur un an atteint 115% dans le pays. La banque centrale a dévalué le peso de 20% le 14 août, ce qui le rend plus faible face aux devises étrangères, notamment le dollar, et peut accentuer les pressions inflationnistes. **ATS/CO**